

## **MEDIATION A LA CONSOMMATION**

Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1 du code de la consommation, nous proposons un dispositif de médiation de la consommation. L'entité de médiation retenue est : CNPM - MEDIATION DE LA CONSOMMATION. En cas de litige, vous pouvez déposer votre réclamation sur le site : <https://cnpm-mediation-consommation.eu> ou par voie postale en écrivant à CNPM - MEDIATION - CONSOMMATION - 27 avenue de la libération - 42400 Saint-Chamond

## **POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Patricia PETIT attache une grande importance à la protection et confidentialité de la vie privée de ses clients et plus particulièrement de leurs données à caractère personnel.

Dans ce cadre, la présente Politique de confidentialité vous permettra de comprendre quelles données à caractère personnel elle collecte et ce qu'elle en fait , ainsi que la façon dont vous pouvez protéger votre vie privée.

## **QUEL TYPE DE DONNÉES VOUS CONCERNANT sont collectées ?**

Dans le cadre de l'établissement de ses devis et factures, Patricia PETIT collecte les catégories de données suivantes:

- Données d'identification dans le formulaire de contact et pour les devis: nom prénom, et numéro de téléphone, mail
- Données de facturation et/ou de paiement: adresse postale, coordonnées, bancaires, moyen de paiement.

Une donnée à caractère personnel désigne toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée); est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un nom, un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Les informations personnelles pouvant être recueillies sur le site sont principalement utilisées par l'éditeur pour la gestion des relations avec vous, et le cas échéant pour le traitement de vos commandes.

En vous adressant au Délégué à la Protection des Données personnelles, vous pouvez également définir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès.

En cas de réclamation à laquelle Patricia PETIT ne vous aurait pas donné de réponse satisfaisante : vous pouvez vous adresser à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en charge du respect des obligations en matière de données personnelles <https://www.cnil.fr/>.

## **DE QUELLE FAÇON Patricia PETIT UTILISE-T-ELLE VOS DONNÉES ?**

Vos données sont utilisées pour les besoins du formulaire de contact, de l'exécution du devis et pour l'établissement de la facture. Ceci peut comprendre la gestion de procédures de recouvrement également par le biais de tiers. Ces données sont conservées pendant le temps nécessaire à la gestion du contrat et/ou pendant la durée légale. Sans ces données Patricia PETIT ne pourrait pas exécuter les prestations pour lesquelles vous l'avez sollicitée.

Patricia PETIT pourra également utiliser vos données lorsqu'il y a un intérêt légitime (poursuites judiciaires, etc...). Vos données permettront ainsi à Patricia PETIT d'améliorer ses services et d'en développer de nouveaux si besoin. Ces données seront conservées pendant le temps nécessaire à la réalisation de sa prestation et pour une durée maximale de trois ans à compter de la fin de la relation contractuelle.

## **DE QUELLE FAÇON Patricia PETIT ASSURE-T-ELLE LA SÉCURITÉ DE VOS DONNÉES ?**

Patricia PETIT met en œuvre les actions nécessaires afin de protéger les données personnelles qu'elle traite.

Vos données sont traitées de façon électronique et/ou manuelle et en tout état de cause de façon que leur sécurité, protection et confidentialité soient assurées au regard de leur niveau de sensibilité, via des mesures administratives techniques et physiques pour prévenir la perte, le vol, l'utilisation, la divulgation ou encore la modification non-autorisées.

## **QUI PEUT AVOIR ACCÈS À VOS DONNÉES PERSONNELLES?**

Vos données personnelles sont traitées par Patricia PETIT pour les besoins de la gestion du devis et de l'exécution des prestations que vous avez demandées. Vos données peuvent également être transférées, sur demande, aux personnes et autorités dont le droit d'accès aux données à caractère personnel est reconnu par la loi, les règlements ou les dispositions émanant d'autorités habilitées par la loi.

## **EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ**

La présente Politique de confidentialité peut être amenée à évoluer, notamment en raison des évolutions législatives et réglementaires.

Patricia PETIT pourra également utiliser vos données afin de respecter ses obligations légales incluant les lois anti-fraude, les lois sur le blanchiment d'argent et les dispositions concernant le retard ou l'absence de paiement par le client et/ou pour répondre aux demandes des autorités publiques et gouvernementales.

## COMMENT POUVEZ-VOUS GÉRER LA COLLECTE ET L'UTILISATION QUI SONT FAITES DE VOS DONNÉES ?

Vous pouvez à tout moment accéder à vos données, les rectifier, demander leur suppression, vous opposer à un traitement pour des motifs légitimes en raison de votre situation particulière ou encore exercer votre droit à la portabilité de vos données.

### *Article 1 - Droit d'accès, de rectification et de de référencement de vos données*

En application de la réglementation applicable aux données à caractère personnel, les utilisateurs disposent des droits suivants :

- Le droit d'accès : ils peuvent exercer leur droit d'accès, pour connaître les données personnelles les concernant, en écrivant à l'adresse électronique suivante. Dans ce cas, avant la mise en œuvre de ce droit, Patricia PETIT peut demander une preuve de l'identité de l'utilisateur afin d'en vérifier l'exactitude.
- Le droit de rectification : si les données à caractère personnel détenues par ökamino conseil sont inexactes, ils peuvent demander la mise à jour des informations.
- Le droit de suppression des données : les utilisateurs peuvent demander la suppression de leurs données à caractère personnel, conformément aux lois applicables en matière de protection des données.
- Le droit à la limitation du traitement : les utilisateurs peuvent demander à Patricia PETIT de limiter le traitement des données personnelles conformément aux hypothèses prévues par le RGPD.
- Le droit de s'opposer au traitement des données : les utilisateurs peuvent s'opposer à ce que ses données soient traitées conformément aux hypothèses prévues par le RGPD.

Vous pouvez exercer ce droit en la contactant, à l'adresse suivante :

Tel: 06-89 51 39 42 ou par mail : [patriciapetit.conseil@gmail.com](mailto:patriciapetit.conseil@gmail.com)

De plus, et depuis la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016, les personnes qui le souhaitent, ont la possibilité d'organiser le sort de leurs données après leur décès.

Pour plus d'information sur le sujet, vous pouvez consulter le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/>.

Les utilisateurs peuvent aussi introduire une réclamation auprès de la CNIL sur le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr>.

Nous vous recommandons de la contacter un premier temps, avant de déposer une réclamation auprès de la CNIL, car Madame Patricia PETIT est à votre entière disposition pour régler votre problème.

### *Article 2 - Politique de conservation des données*

Patricia PETIT d' ökamino conseil conserve vos données pour la durée nécessaire pour vous fournir ses services ou de vous fournir une assistance.

Dans la mesure raisonnablement nécessaire ou requise pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires, régler des litiges, empêcher les fraudes et abus ou appliquer nos modalités et conditions, nous pouvons également conserver certaines de vos informations si nécessaire, même après que nous n'en ayons plus besoin pour vous fournir des services.

### *Article 3-Partage des données personnelles avec des tiers*

Les données personnelles peuvent être partagées avec des sociétés tierces exclusivement dans l'Union européenne, dans le cas suivant:

si la loi l'exige, Patricia PETIT effectuer la transmission de données pour donner suite aux réclamations présentées contre elle même et se conformer aux procédures administratives et judiciaires.